



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 03 OCT. 2022

**mettant en demeure la société EST GRANULATS à OSTWALD
de respecter des prescriptions relatives à la protection de l'environnement**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;
- VU le code de l'environnement et notamment ses articles R. 512-39-2 et L. 511-1 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2004, modifié le 11 juillet 2009 autorisant l'exploitation de la carrière située lieu-dit Gerig - 47, rue de l'île des pêcheurs à Ostwald ;
- VU l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2014 portant prescription complémentaire pour l'exploitation de la carrière située lieu-dit Gerig - 47, rue de l'île des pêcheurs à Ostwald et en particulier son article 14 ;
- VU le rapport du 29 juin 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que la société EST GRANULATS autorisée à exploiter une carrière sur le territoire de la commune d'Ostwald a déclaré le 25 octobre 2021 la cessation totale de ses activités ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2014 vient compléter l'arrêté d'autorisation du 8 juillet 2004 et préciser les conditions de la mise à l'arrêt définitif du site et notamment l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la société EST GRANULATS a transmis le 25 octobre 2021 au préfet la notification de cessation de ses activités ;

CONSIDÉRANT que la société EST GRANULATS n'a pas procédé à la consultation sur l'usage futur conformément à l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine » ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} : prescriptions à respecter

La société EST GRANULATS, dont le siège social est situé 47, rue de l'île des pêcheurs, lieu-dit « Gerig » à Ostwald (67540) est mise en demeure de respecter la prescription reprise en gras ci-dessous, dans un **délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté** :

*Article R. 512-39-2 du Code de l'environnement
(Décret n° 2010-368 du 13 avril 2010, article 19)*

" I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.

" II. Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

" En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable.

" L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.

(...)

Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 : exécution

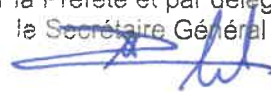
- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société EST GRANULATS par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire d'Ostwald.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général



Mathieu DUHAMEL

